



**A l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme ce mardi 10 décembre le gouvernement haïtien à travers le bureau de la ministre déléguée auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme et de la lutte contre l'extrême pauvreté a invité le peuple haïtien à s'engager individuellement à l'établissement de l'Etat de droit en Haïti, ajoutant que la lutte pour les droits de l'homme ne peut se gagner que collectivement.**

« C'est une célébration universelle qui doit revêtir pour nous en Haïti une signification particulière à un moment où le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour qu'aucun citoyen n'ait des récriminations à formuler à propos de ses droits fondamentaux », lit-on dans le communiqué.

Le communiqué indique que le gouvernement a déjà effectué de nombreux progrès en matière de droit de l'homme en Haïti, notamment en ce qui concerne le droit à la nourriture et à la sécurité.

Le gouvernement se réjouit que « la production rizicole a augmenté de près de 18% au cours de cette année, avec 900 mille haïtiens en situation difficile qui sont passés de l'insécurité alimentaire sévère à la sécurité ». De plus, selon la note « près de 259 mille haïtiens sont sortis définitivement de la zone rouge de la carte de l'insécurité alimentaire ».

Le taux d'homicides et de kidnappings a été réduit de plus de 50% au cours de cette année, informe également le gouvernement, ajoutant que « la nation entière peut entrevoir enfin la sortie au bout du tunnel ».

« La bataille pour les droits de l'Homme est donc d'abord une bataille pour le développement, l'éducation et la culture », conclut la note.

## Haïti-Célébration des Droits de l'homme : le gouvernement invite le peuple à s'engager

Écrit par RLJ/HPN

Mardi, 10 Décembre 2013 09:32

---

Par ailleurs a cette même occasion l'office la protection du citoyen (OPC) dans un communiqué se réjouit que « l'institution vient d'être accrédité au statut A, auprès du Comité international de Coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme du système des Nations Unies (CIC).

Avec ce nouvel outil, l'OPC « s'engage résolument à continuer à jouer pleinement son rôle de garant de la jouissance effective des droits fondamentaux qui constitue la pierre angulaire de l'édifice de l'État de droit », informe le communiqué.